

"Rémunération oui, participation au recyclage non !"

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **75 (1987)**

Heft [12]

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278483>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Droit = responsabilité

L'introduction de l'autorité parentale conjointe, dans un climat de tolérance et de respect mutuel, peut être une bonne carte à jouer dans l'intérêt de l'enfant. Elle a l'avantage de ne pas « évacuer » l'un des parents qui peut le ressentir douloureusement, d'autant plus que recevoir l'autorité parentale, c'est aussi, pour certaines personnes, être reconnu comme l'époux innocent, le bon parent. Cette proposition soulève toutefois des problèmes nouveaux. Choisira-t-on l'autorité parentale conjointe parce qu'on n'est pas arrivé à un consensus ou simplement au nom de l'égalité sans égard pour d'autres facteurs ? Qui va régler d'éventuels conflits ultérieurs, une tierce autorité ? L'intervention que l'Etat n'aura pas exercée lors du divorce ne risque-t-elle pas de se manifester par la suite, l'arbitrage se faisant alors ailleurs qu'au tribunal ?

La question du partage de la garde suppose, elle aussi, une volonté d'accord et un minimum de visées éducatives communes entre parents. Elle requiert des aménagements sur le plan pratique, la proximité des domiciles, par exemple. Mais surtout, les parents doivent être prêts à reconsidérer leur choix s'il ne correspond pas ou plus aux besoins du principal intéressé, en n'oubliant pas que les droits sur les enfants ne sont jamais, en définitive, que des responsabilités ! »

Michèle Michellod

« Rémunération oui, participation au recyclage non ! »

Claire, psychologue, d'origine suédoise, divorcée, 45 ans, 2 enfants de 17 et 19 ans.

« Il me semble important de dédramatiser la procédure de divorce pour préserver au mieux les relations futures entre parents. Dans le cas du consentement mutuel, je serais toutefois en faveur d'un délai de réflexion, tel qu'il se pratique en Suède, c'est-à-dire six mois au minimum si l'on a des enfants.

L'autorité parentale conjointe, malgré les problèmes qu'elle peut poser, pourrait éviter beaucoup de frustrations et de souffrances au parent à qui on enlève la garde. Lors de mon divorce, prononcé en Suisse, j'ai obtenu l'autorité parentale, mais je tiens à associer leur père à toutes les questions importantes qui concernent les enfants. J'ai accepté une pension de mon ex-mari dans l'unique but de mieux me consacrer à eux, en ne travaillant qu'à ¼ de temps. Je rejoins

donc ici l'idée d'une rémunération pour l'éducation des enfants car, en ce qui me concerne, c'est dans cet esprit que je reçois cette pension.

Je suis plus réticente à la suggestion d'une participation du mari au recyclage ou à la formation de l'épouse. C'est une tâche que j'estime être du ressort de l'Etat, de même que l'amélioration des structures d'accueil pour les enfants.

En revanche, la création d'un office de médiation destiné aux personnes engagées dans un processus de divorce est tout à fait nécessaire. De tels services fonctionnent en Suède depuis peu. Travaillant sur l'approche systémique des problèmes, c'est-à-dire des interactions entre individus, ils peuvent aider des conjoints à faire le deuil d'une relation, à réorienter leur vie ou à améliorer la communication entre parents dans l'intérêt de leurs enfants. C'est également une façon, à laquelle je crois beaucoup, de gérer son agressivité avec un médiateur, dans une thérapie, plutôt qu'à travers des avocats. »

Retrouver ligne, forme et sourire ?

Drainage
lymphatique,
réflexologie,
conseils, santé
vous attendent
au 71 38 65



Janine & Francine DE FOUNES
Opticiennes

5, rue de Berne
Genève Tél. 32 73 12

Metro Shopping Cornavin

Obligations de caisse

J'achète des obligations de caisse, car je veux profiter d'un taux d'intérêt stable pendant quelques années.



**Société de
Banque Suisse**
Une idée d'avance